

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DOLE BIOGAZ

52 rue Paul Vaillant Couturier
92240 Malakoff

Références : CP/NM//2025/M_110
Code AIOT : 0005906069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement DOLE BIOGAZ implanté Zone d'activités La Combe 39100 Brevans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des actions mises en œuvre par l'exploitant pour répondre aux non-conformités relevées lors de la dernière inspection. Elle a également permis de vérifier la bonne observation de nouvelles prescriptions devenues applicables depuis la dernière visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOLE BIOGAZ
- Zone d'activités La Combe 39100 Brevans
- Code AIOT : 0005906069
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DOLE BIOGAZ exploite une unité de méthanisation sur la commune de Brevans depuis avril 2021. Le projet initial, qui envisageait une technologie par voie sèche, a été autorisé le 19 mai 2015. Il n'a pas été construit.

En 2019, les évolutions techniques et le retour d'expérience des partenaires ont finalement conduit l'exploitant à retenir la technique par voie semi-liquide. Les prescriptions de l'autorisation de 2015 ont été adaptées, par voie d'arrêté complémentaire daté du 28/01/2020, pour encadrer le nouveau projet qui relève du régime de l'enregistrement suite à une évolution de la nomenclature des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Comportement au feu des locaux	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 15	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Installations électriques - Alimentation de secours	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
4	Système de détection	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Digesteur et post-digesteur - Dispositifs de rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IX.1.13	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
7	Couverture du stockage des digestats solides	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34, alinéa 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 24 avril 2025 a permis de constater plusieurs non-conformité, notamment :

- les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation et les équipements nécessaires à sa surveillance ne sont pas raccordées à une alimentation de secours électrique,
- les locaux techniques, notamment le bâtiment de stockage et de préparation, ne sont pas équipés de détecteurs de fumée,
- le dispositif de drainage mis en place sous les cuves du méthaniseur, de la maturation et de stockage des digestats liquides n'est pas équipé de système d'alarme permettant la détection de fuite,
- la vanne de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre n'est pas à déclenchement automatique et n'est pas commandable à distance,
- le silo de stockage des digestats solides n'est pas couvert.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Comportement au feu des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les équipements de méthanisation sont couverts, les locaux les abritant présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) ; - les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) : - planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; <p>R : capacité portante ;</p>

E : étanchéité au feu ;

I : isolation thermique.

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieur à 30 minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à 30 minutes (indice 1).

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les murs extérieurs et les parois du bâtiment accueillant les stocks d'intrants solides et les installations de préparation sont constitués d'un coffrage en béton en partie basse surmontés d'une structure métallique (poutres et bardages).

Ces matériaux sont classés incombustibles A1.

En revanche, la structure métallique n'est pas réputée présenter les caractéristiques de résistance au feu REI 120.

L'exploitant ne disposait pas de justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des murs du bâtiment.

En l'absence de justificatifs, il est constaté une non-conformité sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de résistance au feu du bâtiment de préparation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/02/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a produit les certificats Q18 (vérification périodique des installations électriques) et Q19 (contrôle thermographique infra-rouge des installations électriques) des contrôles réalisés respectivement le 09/01/2025 et le 14/02/2025. Les rapports indiquent qu'aucune anomalie n'a été relevée pour les installations contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques - Alimentation de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.
Constats : L'exploitant a indiqué que les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation et les équipements nécessaires à sa surveillance ne sont pas raccordées à une alimentation de secours électrique. Certaines installations électriques de sécurité sont situées au niveau du sol dans la zone de rétention des cuves. Il s'agit d'une non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant qu'il : raccorde les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance à une alimentation de secours électrique, place les installations électriques de sécurité situées dans une capacité de rétention des cuves à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les locaux techniques, notamment le bâtiment de stockage et de préparation, ne sont pas équipés de détecteurs de fumée. Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il équipe chaque local technique, notamment le bâtiment de stockage et de préparation, d'un détecteur de fumée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Digesteur et post-digesteur - Dispositifs de rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2015, article IX.1.13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de drainage est mis en place sous le digesteur et à la cuve de maturation. Il consiste</p>

à placer une matière drainante entre une géomembrane étanche et la paroi étanche de l'équipement de sorte à recueillir les éventuelles fuites qui sont alors dirigées vers un collecteur, quelle que soit la localisation de ces fuites. Un système avec alarme permet de détecter la survenue d'une éventuelle fuite.
<p>Constats :</p> <p>Un dispositif de drainage muni de regards de contrôle a été mis en place sous les cuves du méthaniseur, de la maturation et de stockage des digestats liquides. Ce dispositif n'est pas équipé de système d'alarme permettant la détection de fuite.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il équipe le dispositif de drainage mis en place sous les cuves du méthaniseur, de la maturation et de stockage des digestats liquides d'un système avec alarme permet de détecter la survenue d'une éventuelle fuite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre en provenance des silos de stockages des intrants et de la voirie lourde qui rejoignent le réseau des eaux propres sont dirigées vers le bassin des eaux sales par la fermeture manuelle d'une vanne en place sur le réseau des eaux propres.</p> <p>Cette vanne n'est pas à déclenchement automatique et n'est pas commandable à distance.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité.</p> <p>Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre affectant les cuves du méthaniseur, de la maturation et de stockage des digestats liquides s'épandent dans la zone rétention. En situation non accidentelle, les eaux pluviales collectées dans la rétention sont relevées automatiquement par pompage et évacuées vers le bassin des eaux propres. En situation accidentelle, les eaux relevées seraient détournées vers le bassin des eaux sales après fermeture de la vanne de confinement. Ce bassin n'est pas dimensionné pour recueillir l'ensemble des eaux et produits susceptibles de s'écouler (eaux incendie, intrants et digestat liquides...). Ces eaux doivent rester confinées dans la rétention prévue à cet effet ce qui implique l'arrêt des pompes de relevage.</p> <p>La consigne relative à la mise en œuvre des mesures de confinement est à adapter et sera adressée à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il munisse d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance le dispositif de confinement permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie (avec possibilité de couper les pompes de relevage avec le même dispositif).</p> <p>La consigne relative à la mise en œuvre des mesures de confinement est à adapter et sera adressée à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 7 : Couverture du stockage des digestats solides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34, alinéa 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockage du digestat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le silo de stockage des digestats solides n'est pas couvert.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il couvre les ouvrages de stockage des digestats solides.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>